

**Arrêté préfectoral portant abrogation de mise en demeure
Société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE
Commune de Bailleul-sur-Thérain**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu l'article L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011 délivré à la société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE pour son établissement de Bailleul-sur-Thérain (60930) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 août 2020 mettant en demeure la société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 2024 mettant en demeure la société VEOLIA PROPRETE NORD NORMANDIE de respecter les dispositions de l'article 7.1.4 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 17 mai 2011 susvisé ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 11 septembre 2024 durant laquelle il a été constaté que l'exploitant respectait la totalité des dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 20 août 2020 et du 12 avril 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La société VEOLIA PROPTE NORD NORMANDIE respecte en intégralité les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 août 2020 :
 - Elle a mis en place 4 cannes d'aspiration de diamètre 100 mm permettant de pomper l'eau dans le bassin de 5 500 m³ ;
 - L'aire d'aspiration a été délocalisée à environ 50 mètres du stockage des déchets pour s'éloigner d'éventuels flux thermiques et le chemin d'accès a été modifié pour faciliter le passage des engins ;
 - Un PV de réception délivré par le SDIS du 27 octobre 2021 atteste, après réalisation d'essais (inscrits sous le numéro d'ordre RES01), du bon fonctionnement du dispositif. Le surpresseur intégré à l'équipement du SDIS est suffisant pour produire le débit suffisant.
2. La société VEOLIA PROPTE NORD NORMANDIE respecte en intégralité les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2024 :
 - Elle a actualisé l'ARF et l'étude technique foudre de ses installations ;
 - Elle a fait réaliser les travaux demandés par ces études par l'entreprise POUYET PARATONNERRES et une attestation de travaux du 7 août 2024 reprenant la mise en place d'un paratonnerre, la réalisation de trois descentes, la liaison équipotentielle des masses métalliques en toiture, la mise en place de deux compteurs foudre, la réalisation de trois prises de terre et la fourniture et la pose d'un parafoudre de type 1 au TGBT du bâtiment tri a été établie ;
 - Un modèle de carnet de bord est présent en annexe de l'étude technique et une consigne interne spécifique pour la vérification du compteur de coup de foudre définissant un contrôle visuel mensuel et après chaque épisode orageux a été réalisé.

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 20 août 2020 et 12 avril 2024, délivrés à la société VEOLIA PROPTE NORD NORMANDIE, exploitant des installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sise à Bailleul-sur-Thérain (60930), sont abrogées.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

La préfète peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Bailleul-sur-Thérain pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Bailleul-sur-Thérain fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Bailleul-sur-Thérain, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 09 OCT. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

La société VEOLIA PROPTE NORD NORMANDIE

Le maire de Bailleul-sur-Thérain

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'Inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

